



CRAN - CARREFOUR DE REFLEXION ET D'ACTION CONTRE LE RACISME ANTI-NOIR
Observatoire du Racisme anti-Noir en Suisse
Case postale 251 CH-3000 Berne 7
Fax : 032 322 26 37
Tel. : 032 322 06 05 / 079 641 66 92
Cran02@bluewin.ch
info@cran.ch

COMMUNIQUE DE PRESSE - 27 SEPTEMBRE .2006

APRES LA VICTOIRE DU 2XOUI AUX LOIS SUR LES ETRANGERS ET L'ASILE: SUISSE DE 1938 = SUISSE DE 2006 ?

En 1938, les autorités suisses, encouragées par une volonté populaire implicite prenaient la décision de rendre certaines populations indésirables aux frontières de la Suisse. Ces populations étaient reconnaissables par le "J" frappé dans leurs passeports. Repoussées, plusieurs finirent dans les camps de la mort nazis. Cette page sombre de l'histoire de la Suisse, en dépit du mea culpa officiel intervenu formellement en 1998, est en train de se réécrire à nouveau.

En cette année 2006, de nouvelles autorités suisses ont encouragé une volonté populaire pour explicitement approuver leur décision de rendre indésirables aux frontières et dans le pays de nouvelles populations à la recherche d'un asile ou désireuses de répondre aux besoins du marché du travail suisse. Ces populations n'ont pas le "J" dans leurs papiers. Celui-ci est remplacé aujourd'hui par le "Cercle 2", qui les exclut de toute entrée et reconnaissance légale pour des raisons de préférence ethnique en faveur des populations du "Cercle 1",.

La Loi sur les étrangers (Letr) et la Loi sur l'asile (Lasi) viennent en effet d'être acceptées par le peuple souverain à une majorité qui ne laisse aucune ambiguïté sur les sentiments profonds aussi bien des initiateurs que des partisans de ces deux lois. Enième révisions législatives, elles ne régleront rien. Ni contre des abus trop amplifiés quant à leur impact réel. Ni pour une régulation des flux migratoires dans le sens d'une « immigration choisie », concept à la mode au sein des classes dirigeantes européennes tentées par le populisme. Elles n'auront de résultat réel que psychologique et éphémère au sein de la population. Celle-ci, chauffée à blanc par certains médias et des thèses populistes faisant triompher la démonisation et l'exclusion de l'Autre, s'est visiblement réjouie de ces tours de vis et autres violations de sa tradition humanitaire, des engagements internationaux du pays et même de sa Loi fondamentale ainsi effectués par son gouvernement *in corpore* et la grande majorité de ses responsables politiques.

Le CRAN prend acte de ce retour formel du racisme d'Etat, consacré par la volonté du peuple souverain.

Le CRAN n'en condamne pas moins avec la plus grande vigueur cette dérive à la fois étatique et populaire dénoncée, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, par toutes les personnalités et organisations soucieuses du respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et de la diversité culturelle au sein des nations.

Le CRAN appelle toutes ces personnalités, organisations et simples citoyens vivant en Suisse à redoubler de vigilance et de d'efforts pour dénoncer et combattre toutes les atteintes

aux droits, à la dignité et au respect de la diversité qui vont désormais ponctuer la vie politique ainsi que les pratiques administratives face aux migrants.

Le CRAN appelle enfin l'ensemble des responsables politiques à se ressaisir et à faire preuve à la fois de lucidité, de cohérence, de courage, bref de vision, et donner des signes forts d'une volonté d'engager résolument le pays dans la voie de la construction d'une société post-moderne émergente, ancrée non seulement dans une mondialisation triomphante à l'extérieur, mais aussi dans une diversité culturelle non excluante à l'intérieur.

Le Conseil de gestion